



DÉLIBÉRATIONS

Le 4 juin 2026 à 15h20, les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Zohra AMIMI

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER, Madame Zohra AMIMI, Madame Brigitte BROUT, Madame Marine CARON, Monsieur Samantigui DOUMBIA, Monsieur François HAINIGUE, Monsieur Dorian JUSTIN, Monsieur Jamal KHERBECHE, Madame Dominique LABARRE, Madame Clémentine LE DUEY, Madame Elisabeth MENESTRIER, Madame Adeline PIERRE, Madame Gaëlle SILVESTRE,

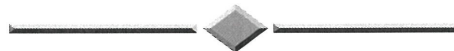
Étaient représentés :

Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI
Madame Élise BOQUIÉ ayant donné pouvoir à Monsieur François HAINIGUE
Madame Martine LELAIT ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
Madame Juliana VIENNE ayant donné pouvoir à Madame Clémentine LE DUEY

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 29 mai 2026



DÉLIBÉRATIONS

32 CONVENTION DE COLLABORATION S.A.D. ET PÉDICURES PODOLOGUES - AUTORISATION SIGNATURE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le décret n°2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions d'organisation et de fonctionnement des SSIAD, ainsi que la circulaire DGAS/2 n°2005-111 du 28 février 2005 relatives aux conditions d'autorisation et de fonctionnement des SSIAD prévoient que : « les SSIAD peuvent avoir recours à l'intervention d'infirmiers et de pédicures podologues libéraux pour assurer les interventions nécessaires à la prise en charge des patients. Cette intervention se fait sous la responsabilité de l'infirmier coordonnateur du service et après que le professionnel libéral a conclu une convention telle que mentionnée à l'article 7 du décret n°2004-613 du 25 juin 2004.

Dans le cadre de la création du Service Autonomie à Domicile (SAD), les conventions doivent être renouvelées et remises à jour.

Elle prévoit les conditions de partenariat avec l'activité soin du SAD et les engagements réciproques des deux parties.

Par ailleurs, la convention intègre le nouveau mode de dépôt des factures des pédicures podologues sur la plateforme Chorus Pro.

Ladite convention est annexée à la présente délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à approuver les termes de la convention et à autoriser Monsieur le Président ou son représentant à la signer.

Le Conseil d'Administration est invité à :

- Approuver les termes de la convention avec l'UNA.
- Autoriser Monsieur le Président ou son représentant à la signer.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R.123-20 du code de l'action sociale et des familles,

VU la Délibération du 29 janvier 2017 relative aux conventions avec les pédicures et les infirmiers libéraux,

VU le projet de convention de collaboration entre un(e) pédicure podologue et un Service Autonomie à Domicile,

CONSIDÉRANT que la circulaire DGAS/2 C n°2005-111 relative aux conditions d'autorisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile a indiqué que les interventions des libéraux se faisaient sous la responsabilité de l'infirmier coordonnateur du service et après que le professionnel libéral ait conclu une convention,

DÉLIBÉRATIONS

CONSIDÉRANT que le CCAS a créé un SAD depuis le 1^{er} janvier 2026 et qu'il doit remettre à jour les conventions de collaboration,

CONSIDÉRANT que ces réactualisations doivent être validées par le Conseil d'administration,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ :

- Approuve les termes de la convention de collaboration entre les pédicures podologues et le SAD activité soin,
- Autorise Monsieur le Président du CCAS ou son représentant à signer ladite convention, jointe en annexe.

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

Votants :

- Pour : 17
- Contre : 0
- Abstention : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.